

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2794

20 décembre 2010

SOMMAIRE

Aninas Holding S.A.	134066	GLL RESF Holding Alpha	134083
Banque Unie Est-Ouest S.A.	134082	Graham Thomas Invest	134069
Barena Invest S.à r.l.	134070	Gremir S.A.	134083
Bureau Comptable Luxembourgeois S.A.	134111	High Seas Holdings S.A.	134091
CAB Consulting S.à r.l.	134083	HLV Construct	134091
Capital Publications Investments S.A. ...	134068	Horlogerie-Bijouterie Kinn S.à r.l.	134086
Carena Invest S.à r.l.	134092	H.T.E. Participations S.A.	134083
C-Moon Securitisation SA	134067	Huber Lux Financing Co. S.à r.l.	134086
ComptaCom Sàrl	134066	Iberofinance S.A.	134091
ComptaCom Sàrl	134066	Iberofinance S.A.	134091
ComptaCom Sàrl	134066	IHM Immo S.A.	134091
Consellior S.A.	134067	Il Destino	134105
Costasol Properties S.A.	134112	Il Destino	134105
Dakimo S.A.	134068	Il Destino	134105
Dorset Investments S.A.	134068	Immobilière Stoffel S.à r.l.	134086
Dorset Investments S.A.	134082	Infrastructure Saxon S.à r.l.	134086
Dorset Investments S.A.	134112	Infrastructure Saxon S.à r.l.	134086
Dorset Investments S.A.	134104	Ingersoll-Rand Lux Euro Financing S.à r.l.	134087
Dorset Investments S.A.	134104	IRE UK III SCS	134105
E.M.E.A. Management Services S.A. ...	134067	Jubilaem S.A.	134111
Entreprise Vert 6 S.à r.l.	134087	Kim S.A.	134111
Financial Solutions Holding S.A.	134104	Komas Investment Holding S.A.	134112
Fininco Invest S.A.	134082	Organ Holding S.A.	134069
Gateacre Holdings S.à r.l.	134069	Pierres Naturelles S.A.	134067
Giacomini Trust S.A.	134069	RT-Log S.A.	134068
Glanbia Luxinvest S.A.	134082	Teamcar S.A.	134066

Teamcar S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 148.524.

Je soussigné Maître Thomas SARPCAN procède à la dénonciation, avec effet immédiat, du siège de la société TEAM-CAR S.A. aujourd'hui établie et ayant son siège social à L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro R.C.S. Luxembourg B 148.524.

Je résilie par conséquent avec effet immédiat la convention de domiciliation signée avec la société précitée.

Luxembourg, le 17 novembre 2010.

Me Thomas SARPCAN.

Référence de publication: 2010152915/11.

(100174532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2010.

Aninas Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 46.550.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ANINAS HOLDING S.A., Société Anonyme

SOFINEX S.A., Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2010152950/12.

(100175875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

ComptaCom Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1365 Luxembourg, 91, Montée Saint Crépin.

R.C.S. Luxembourg B 67.550.

Le Bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2010152969/10.

(100175519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

ComptaCom Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1365 Luxembourg, 91, Montée Saint Crépin.

R.C.S. Luxembourg B 67.550.

Le Bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2010152970/10.

(100175520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

ComptaCom Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1365 Luxembourg, 91, Montée Saint Crépin.

R.C.S. Luxembourg B 67.550.

Le Bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2010152971/10.

(100175521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

C-Moon Securitisation SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2418 Luxembourg, 2, rue de la Reine.

R.C.S. Luxembourg B 141.766.

—
Rectificatif de la mention déposée le 10/08/2009 sous la référence L090124423.05

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été rectifiés et déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2010.

C - Moon Securitisation S.A.

Signature

Référence de publication: 2010152968/14.

(100175325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Consellior S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 129.646.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010152974/10.

(100176000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Pierres Naturelles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage.

R.C.S. Luxembourg B 63.672.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg, le 4 novembre 2010

Il en résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration qui s'est tenu à Luxembourg en date du 4 novembre 2010 que:

Le Conseil d'Administration a accepté:

1. la démission de Madame Ingrid Kirschner, en tant qu'Administrateur.
2. Elle décide de nommer en son remplacement à la fonction d'Administrateur Monsieur Claudius Kantner, demeurant 9, Burer Millen L -6661 Born, avec pouvoir de signature individuelle
3. Elle décide de confirmer que dans son poste d'Administrateur Monsieur Claudius Kantner demeurant 9, Burer Millen L 6661 Born est nommé Administrateur-Délégué avec pouvoir de signature individuelle.
4. La démission de Monsieur Bernhard Schmitz, en tant qu'Administrateur Délégué.
5. le tout avec effet au 4 novembre 2010 et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012.

Fait à Luxembourg, le 5 novembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010152894/19.

(100175041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2010.

E.M.E.A. Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 72.799.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010152986/10.

(100175735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Dakimo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Strassen, 1, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 71.978.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Référence de publication: 2010152977/12.

(100175630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Dorset Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 135.687.

Jean LAMBERT,

Demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, né le 2 mai 1952 à Luxembourg,
démissionne, par la présente, du mandat d'Administrateur de la société anonyme DORSET INVESTMENTS S.A.

ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

enregistrée au RCS Luxembourg sous le numéro B 135687

Date effective: 17 Novembre 2010,

Luxembourg, le 17 Novembre 2010.

Jean LAMBERT.

Référence de publication: 2010152980/14.

(100175313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

RT-Log S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 34, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 100.254.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 11 mai 2010

"Cinquième résolution

L'assemblée décide que dorénavant la société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur-délégué."

Munsbach, le 11 mai 2010.

POUR EXTRAIT CONFORME

Robert THIEMANN / Leonardo OLIVERA JIMENEZ / Patricia Maria MARTINEZ CAL

Le Président / Le Scrutateur / Le Secrétaire

Référence de publication: 2010152904/15.

(100174612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2010.

Capital Publications Investments S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 68.892.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 Novembre 2010.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2010152973/12.

(100175926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Gateacre Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 118.350.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010152994/10.

(100175999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Giacomini Trust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 105.293.

Rectificatif de la mention déposée le 17/02/2009 sous la référence L090027114.04

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été rectifiés et déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2010.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010152995/14.

(100175328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Graham Thomas Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 47, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 121.824.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010152997/10.

(100176016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Organ Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 116.119.

EXTRAIT

Il résulte de la décision prise par le conseil d'administration de la Société en date du 15 novembre 2010 que:

1. Est coopté aux fonctions d'administrateur de la Société:

- Monsieur Gilbert Müller, consultant, avec adresse privée au 85, route du Vin L-5440 Remerschen, Luxembourg; avec effet au 1^{er} novembre 2010;

en remplacement de Mademoiselle Mylène Basso. Le mandat des administrateurs prendra fin lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2010.

Pour La Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010152892/19.

(100175000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2010.

Barena Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 156.723.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the sixteenth day of November.

Before the undersigned Maître Joseph Elvinger, civil law notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Sandypoint Anstalt, a legal entity organized and existing as a Liechtenstein establishment (anstalt), whose representative (repräsentant) is domiciled at Heiligkreuz 6, FL-9490 Vaduz, Principality of Liechtenstein, with registration number FL-0002.008.657-7,

duly represented by M. Jean-Cédric Charles, licencié en droit, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on November 9, 2010 in Vaduz.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party has requested the notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée, which it wishes to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There hereby exists among the current owner of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of "Barena Invest S.à r.l." (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. Purpose.

3.1 The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities of the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as any equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio.

3.2 The Company may further:

- grant any form of guarantee or security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds, provide guarantees or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.3 The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may especially:

- raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature, subject to the terms and conditions of the law;

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and

- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of managers.

4.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

B. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and Transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), consisting of twelve thousand five hundred (12,500) shares having a par value of one Euro (EUR 1) each.

5.2 Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

6.2 The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

6.3 A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.4 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5 The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.6 The Company's shares are in registered form.

Art. 7. Register of shareholders.

7.1 A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, any transfer of shares, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2 Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and Transfer of shares.

8.1 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders will be issued and signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3 The Company's shares are freely transferable among existing shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders, including the transferor, representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least. Unless otherwise provided by law, the shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders, except with the approval of shareholders representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the voting rights of the surviving shareholders at least.

8.4 Any transfer of shares will need to be documented through a transfer agreement in writing under private seal or in notarized form, as the case may be, and such transfer will become effective towards the Company and third parties upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of managers may record the transfer in the register of shareholders.

8.5 The Company, through any of its managers, may also accept and enter into the register of shareholders any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

C. General meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1 The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2 If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned

in these articles of association, a reference to the “general meeting of shareholders” used in these articles of association is to be construed as being a reference to the “sole shareholder”.

9.3 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

9.4 In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of association regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers, by the statutory auditor(s), if any, or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital, as the case may be, to be held in the city of Luxembourg on the date specified in the notice of such meeting.

10.2 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

10.3 The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.4 If all the shareholders are present at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders.

11.1 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3 Quorum and vote

11.3.1 Each share entitles to one (1) vote.

11.3.2 Unless otherwise provided by law or by these articles of association, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

11.4 The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by a (i) majority of shareholders (ii) representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least.

Art. 13. Minutes of general meetings of shareholders.

13.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

13.2 The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

13.3 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

D. Management

Art. 14. Powers of the board of managers.

14.1 The Company shall be managed by one or several managers, who need not be shareholders of the Company. In case of plurality of managers, the managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. The Company shall have two (2) classes of managers among which one (the Class B) shall be composed exclusively of Luxembourg tax resident individuals. To the extent applicable and where the

term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as being a reference to the “sole manager”.

14.2 The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the shareholder (s).

14.3 The Company’s daily management and the Company’s representation in connection with such daily management may be delegated to one or several managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

14.4 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company.

Art. 15. Composition of the board of managers. The board of managers must choose from among its members a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

Art. 16. Election and Removal of managers and Term of the office.

16.1 Managers shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their class, their remuneration and the term of their office.

16.2 Any manager may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders. A manager, who is also shareholder of the Company, shall not be excluded from voting on his/her/its own revocation.

16.3 Any manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

Art. 17. Convening meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers shall meet upon call by its chairman or by any two (2) of its members in the city of Luxembourg at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

17.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each manager in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.

18.1 The chairman of the board of managers shall preside at all meeting of the board of managers. In his/her/its absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

18.2 Quorum

The board of managers can deliberate or act validly only if at least one Class A manager and all the Class B managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

18.3 Vote

Resolutions are adopted with the approval of a majority of votes of the members present at a meeting of the board of managers. The chairman shall not have a casting vote.

18.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing a Class B manager as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any Class B manager may represent one or several of his/her/its colleagues.

18.5 In case of emergency, the board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing will indicate the nature and the reasons of such emergency. They are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

18.6 Any manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company’s interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant manager may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Where the Company has a sole manager and the sole manager has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole manager and the Company, which conflicts with the Company’s interest, such conflicting interest must be disclosed

in the minutes recording the relevant transaction. This article 18.6 shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 19. Minutes of meetings of the board of managers.

19.1 The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

19.2 The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

19.3 Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

Art. 20. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of one (1) Class A manager and one (1) Class B manager or, as the case may be, by the signature of the sole manager or by the sole signature of any Class B manager to whom such signatory power has been delegated by the board of managers or by the sole manager. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated, acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation and to the exclusion of any such delegation made in favour of a Class A manager.

E. Supervision

Art. 21. Statutory auditor(s) - Independent auditor(s).

21.1 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, its operations shall be supervised by one or several statutory auditors, who may be shareholders or not.

21.2 The general meeting of shareholders shall determine the number of statutory auditors, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of the office. A former or current statutory auditor may be reappointed by the general meeting of shareholders.

21.3 Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

21.4 The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.5 The statutory auditors may be assisted by an expert in order to verify the Company's books and accounts. Such expert must be approved by the Company.

21.6 In case of plurality of statutory auditors, they will form a board of statutory auditors, which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a statutory auditor. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of managers shall apply.

21.7 If the Company exceeds two (2) of the three (3) criteria provided for in the first paragraph of article 35 of the law of 19 December 2002 regarding the Trade and Companies Register and the accounting and annual accounts of undertakings for the period of time as provided in article 36 of the same law, the statutory auditors will be replaced by one or several independent auditors, chosen among the members of the Institut des Réviseurs d'Entreprises, to be appointed by the general meeting of shareholders, which determines the duration of his/her/their office.

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 22. Financial year. The Company's financial year shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 23. Profits.

23.1 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

23.2 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

23.3 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.4 Under the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

Art. 24. Interim dividends - Share premium.

24.1 The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual

accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

24.2 The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

H. Governing law

Art. 26. Governing law. These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended.

Transitional provisions

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall terminate on November 30, 2010.

2) The Company's second financial year shall begin on December 1, 2010 and shall terminate on December 31, 2010.

3) Interim dividends may also be made during the Company's first two financial years.

Subscription and Payment

The subscriber has subscribed the shares to be issued as follows:

Sandypoint Anstalt, aforementioned, paid twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) in subscription for twelve thousand five hundred (12,500) shares.

All the shares have been entirely paid-in in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be two thousand euros.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating sole shareholder, representing the Company's entire share capital, has immediately passed the following resolutions:

1. The number of members of the board of managers is fixed at five (5).

2. The following persons are appointed as members of the board of managers of the Company for an indefinite period of time:

Class A Managers:

- Dr. Karl Josef Hier, born on 16 November 1957 in Rottenmann, Austria, with professional address at Heiligkreuz 6, FL-9490 Vaduz, Principality of Liechtenstein; and

- M. Oscar Hasbun Martinez, born on 23 February 1969 in Santiago, Chile, with professional address at 35A Frana Supila, Dubrovnik, Croatia.

Class B Managers:

- M. Jean-Claude Buffin, born on 17 January 1961 in Charleroi, Belgium, with professional address at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- Ms. Antonella Graziano, born on 20 January 1966 in Orvieto, Italy, with professional address at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg; and

- Ms. Noelle Piccione, born on 23 December 1974 in Amnéville, France, with professional address at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

3. The address of the Company's registered office is set at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille dix, le seize novembre.

Par-devant le soussigné Maître Joseph Elvinger, notaire de droit civil de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Sandypoint Anstalt, une entité constituée et existant sous la forme d'un établissement (anstalt) régi par les lois du Liechtenstein, dont le représentant (repräsentant) est domicilié à Heiligkreuz 6, FL-9490 Vaduz, Principauté du Liechtenstein, immatriculée sous le numéro FL-0002.008.657-7,

dûment représentée par Monsieur Jean-Cédric Charles, licencié en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 9 novembre 2010 à Vaduz.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante a requis le notaire soussigné de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont les statuts seront comme suit:

A. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Nom. Il existe entre le propriétaire actuel des parts sociales et/ou toute personne qui sera un associé dans le futur, une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée qui aura pour dénomination "Barena Invest S.à r.l." (la "Société").

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société a pour objet la création, la détention, le développement et la réalisation d'un portefeuille se composant de participations et de droits de toute nature, et de toute autre forme d'investissement dans des entités du Grand-Duché de Luxembourg et dans des entités étrangères, que ces entités soient déjà existantes ou encore à créer, notamment par souscription, acquisition par achat, vente ou échange de titres ou de droits de quelque nature que ce soit, tels que des titres participatifs, des titres représentatifs d'une dette, des brevets et des licences, ainsi que la gestion et le contrôle de ce portefeuille.

3.2 La Société pourra également:

- accorder toute forme de garantie pour l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou de tout directeur ou autre titulaire ou agent de la Société, ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société; et

- accorder des prêts à toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou assister une telle entité de toute autre manière.

3.3 La société peut réaliser toutes les transactions qui serviront directement ou indirectement son objet. Dans le cadre de son objet la Société peut notamment:

- rassembler des fonds, notamment en faisant des emprunts auprès de qui que ce soit ou en émettant tous titres participatifs ou tous titres représentatifs d'une dette, incluant des obligations, en acceptant toute autre forme d'investissement ou en accordant tous droits de toute nature;

- participer à la constitution, au développement et/ou au contrôle de toute entité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger; et

- agir comme associé/associé responsable indéfiniment ou de façon limitée pour les dettes et engagements de toute société du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi en la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du conseil de gérance.

4.3 Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.4 Il peut être créé, par une décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

B. Capital social - Parts sociales - Registre des associés - Propriété et Transfert des parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 La Société a un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Aux conditions et termes prévus par la loi, le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, étant précisé que le nombre des associés est limité à quarante (40), sauf disposition contraire de la loi.

6.3 Le droit d'un associé dans les actifs et les bénéfices de la Société est proportionnel au nombre de parts sociales qu'il détient dans le capital social de la Société.

6.4 Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre événement similaire concernant tout associé ou l'associé unique, le cas échéant, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5 La Société pourra racheter ou retirer ses propres parts sociales, sous réserve d'une annulation immédiate des parts sociales rachetées ou retirées et d'une réduction du capital social correspondante.

6.6 Les parts sociales de la Société sont émises sous forme nominative.

Art. 7. Registre des associés.

7.1 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout associé de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque associé, son domicile ou son siège social ou son siège principal, le nombre de parts sociales détenues par tel associé, tout transfert de parts sociales, la date de la notification ou de l'acceptation par la Société de ce transfert conformément aux présents statuts ainsi que toutes garanties accordées sur des parts sociales.

7.2 Chaque associé notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'associé qu'elle a reçue.

Art. 8. Propriété et Transfert de parts sociales.

8.1 La preuve du titre de propriété concernant des parts sociales peut être apportée par l'enregistrement d'un associé dans le registre des associés. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, selon le cas, sur requête et aux frais de l'associé en question.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Si une part sociale est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de la part sociale à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle part sociale jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

8.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par les associés, y compris le cédant, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social. Sauf stipulation contraire par la loi, en cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné par les associés, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) des droits de vote des associés survivants.

8.4 Toute cession de part social doit être documentée par un contrat de cession écrite sous seing privé ou sous forme authentique, le cas échéant, et ce transfert sera opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à la Société ou par l'acceptation de la cession par la Société, suite auxquelles tout gérant peut enregistrer la cession.

8.5 La Société, par l'intermédiaire de n'importe lequel de ses gérants, peut aussi accepter et entrer dans le registre des associés toute cession à laquelle toute correspondance ou tout autre document fait référence et établit les consentements du cédant et du cessionnaire.

C. Assemblée générale des associés

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés.

9.1 Les associés de la Société exercent leurs droits collectifs dans l'assemblée générale des associés, qui constitue un des organes de la Société.

9.2 Si la Société ne possède qu'un seul associé, cet associé exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés. Dans ce cas et lorsque le terme "associé unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à "l'assemblée générale des associés" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à l'associé unique".

9.3 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

9.4 En cas de pluralité d'associés et si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25), les associés peuvent, au lieu de tenir une assemblée générale d'associés, voter par résolution écrite, aux termes et conditions prévus par la loi. Le cas échéant, les dispositions des présents statuts concernant les assemblées générales des associés s'appliqueront au vote par résolution écrite.

Art. 10. Convocation de l'assemblée générale des associés.

10.1 L'assemblée générale des associés de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil de gérance, par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, ou par les associés représentant au moins cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, pour être tenue en la ville de Luxembourg à la date précisée dans l'avis de convocation.

10.2 Si la Société compte plus de vingt cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle des associés doit être tenue dans la commune où le siège social de la Société est situé ou dans un autre lieu tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée. L'assemblée générale annuelle des associés doit être convoquée dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

10.3 L'avis de convocation à toute assemblée générale des associés doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque associé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

10.4 Si tous les associés sont présents à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des associés peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Conduite de l'assemblée générale des associés - Vote par résolution écrite.

11.1 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des associés, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des associés, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient associés ou membres du conseil de gérance. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des associés.

11.2 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des associés.

11.3 Quorum et vote

11.3.1 Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.3.2 Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les résolutions des associés sont valablement prises si elles ont été adoptées par les associés représentant au premier vote plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si cette majorité n'a pas été obtenue au premier vote, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois. Au deuxième vote, les résolutions seront valablement adoptées avec une majorité de voix valablement exprimées, quelle que soit la portion du capital présent.

11.4 Le conseil de gérance peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les associés pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Sous réserve des termes et conditions prévus par la loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée par (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 13. Procès-verbaux des assemblées générales des associés.

13.1 Le bureau de toute assemblée générale des associés rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout associé qui en fait la demande.

13.2 De même, l'associé unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

13.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où l'assemblée a été inscrite dans un acte notarié, ou signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

D. Gestion

Art. 14. Pouvoirs du conseil de gérance.

14.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas nécessairement être des associés. En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la Société. La Société aura deux (2) catégories de gérants parmi lesquelles l'une (la catégorie B) devra être composée exclusivement de personnes physiques résidentes fiscales au Luxembourg. Dans la mesure où le terme "gérant unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au "conseil de gérance" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au "gérant unique".

14.2 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toute action nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts réservent à l'associé/aux associés.

14.3 La gestion journalière de la Société ainsi que représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, peut être déléguée à un ou plusieurs gérants ou à toute autre personne, associé ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement comme mandataires de la Société. Leur désignation, révocation et pouvoirs sont déterminés par une décision du conseil de gérance.

14.4 La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société.

Art. 15. Composition du conseil de gérance. Le conseil de gérance doit choisir un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui peut n'être ni associé ni membre du conseil de gérance.

Art. 16. Election et Révocation des gérants et terme du mandat.

16.1 Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés, qui déterminera leur catégorie, leurs émoluments et la durée de leur mandat.

16.2 Tout gérant peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés. Un gérant, étant également associé de la Société, ne sera pas exclu du vote sur sa propre révocation.

16.3 Tout gérant exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout gérant sortant peut également être réélu pour des périodes successives.

Art. 17. Convocation des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres en la ville de Luxembourg, au lieu indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au prochain alinéa.

17.2 Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil de gérance doit être donné à tous les gérants par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation devra mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque gérant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance.

Art. 18. Conduite des réunions du conseil de gérance.

18.1 Le président du conseil de gérance préside à toute réunion du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut provisoirement élire un autre gérant comme président temporaire.

18.2 Quorum

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins un gérant de catégorie A et tous les gérants de catégorie B sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance.

18.3 Vote

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents à chaque réunion du conseil de gérance. Le président de la réunion n'a pas de voix prépondérante.

18.4 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication tout gérant de catégorie B comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un gérant de catégorie B peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

18.5 En cas d'urgence, le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites devront mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Elles sont adoptées une fois datées et signées par tous les gérants sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque gérant, le cas échéant, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

18.6 Tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil de gérance qui est en conflit avec l'intérêt de la Société doit informer le conseil de gérance de ce conflit d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Ce gérant ne peut ni participer aux discussions concernant la transaction en cause, ni au vote s'y rapportant. Lorsque la Société a un gérant unique et que, dans une transaction conclue entre la Société et le gérant unique, celui-ci a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, ce conflit d'intérêt doit être divulgué dans

le procès-verbal enregistrant la transaction en cause. Le présent article 18.6 ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 19. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

19.1 Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil de gérance, qui est signé par le président et par le secrétaire, le cas échéant.

19.2 Le gérant unique, le cas échéant, rédige et signe également un procès-verbal de ses résolutions.

19.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

Art. 20. Rapports avec les tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par la signature conjointe d'un (1) gérant de catégorie A et d'un (1) gérant de catégorie B ou le cas échéant, par la signature du gérant unique, ou par la seule signature de tout gérant de catégorie B auquel pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance ou par le gérant unique. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites d'une telle délégation et à l'exclusion de toute délégation de ce type faite en faveur d'un gérant de catégorie A.

E. Surveillance de la société

Art. 21. Commissaire(s) aux comptes statutaire(s) - Réviseur(s) d'entreprises.

21.1 Si la Société compte plus que vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes statutaires, qui peuvent être des associés ou non.

21.2 L'assemblée générale des associés détermine le nombre de(s) commissaire(s) aux comptes statutaire(s), nomme celui-ci/ceux-ci et fixe la rémunération et la durée de son/leur mandat. Un ancien commissaire aux comptes ou un commissaire aux comptes sortant peut être réélu par l'assemblée générale des associés.

21.3 Tout commissaire aux comptes statutaire peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés.

21.4 Les commissaires aux comptes statutaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents de toutes les opérations de la Société.

21.5 Les commissaires aux comptes statutaires peuvent être assistés par un expert pour vérifier les livres et les comptes de la Société. Cet expert doit être approuvé par la Société.

21.6 Dans le cas où il existe plusieurs commissaires aux comptes statutaires, ceux-ci constituent un conseil des commissaires aux comptes, qui devra choisir un président parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui n'a pas à être ni associé, ni commissaire aux comptes. Les règles des présents statuts concernant la convocation et la conduite des réunions du conseil de gérance s'appliquent à la convocation et à la conduite des réunions du conseil des commissaires aux comptes.

21.7 Dans l'hypothèse où la Société remplirait deux (2) des trois (3) critères stipulés dans le premier paragraphe de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés et sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, sur une période de temps prévue à l'article 36 de cette même loi, les commissaires aux comptes statutaires sont remplacés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, pour être nommés par l'assemblée générale des associés, qui détermine la durée de son/leur mandat.

F. Exercice social - Bénéfices - Dividendes provisoires

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 23. Bénéfices.

23.1 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

23.2 Les sommes allouées à la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'associé en question accepte cette affectation.

23.3 En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

23.4 Aux conditions et termes prévus par la loi et sur recommandation du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décidera de la manière dont le reste des bénéfices annuels nets de la Société sera affecté, conformément à la loi et aux présents statuts.

Art. 24. Dividendes intérimaires - Prime d'émission.

24.1. Le conseil de gérance ou l'assemblée générale des associés pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles,

(ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents et (iii) le commissaire aux comptes de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au conseil de gérance, que les deux premières conditions ont été satisfaites.

24.2 La prime d'émission, le cas échéant, est librement distribuable aux associés par une résolution des associés/de l'associé ou des gérants/du gérant, sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

H. Loi applicable

Art. 26. Loi applicable. Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social de la Société commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le trente novembre 2010.

2) Le deuxième exercice social de la Société commencera le premier décembre 2010 et se terminera le trente et un décembre 2010.

3) Des dividendes intérimaires peuvent être distribués pendant les deux premiers exercices sociaux de la Société.

Souscription et Paiement

Toutes les parts sociales ont été souscrites comme suit:

Sandypoint Anstalt, susmentionnée, a payé douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) pour la souscription de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ deux mille euros.

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique de la Société a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de membres au conseil de gérance a été fixé à cinq (5).

2. Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société pour une période indéterminée:

Gérants de catégorie A:

- Dr. Karl Josef Hier, né le 16 novembre 1957 à Rottenmann, Autriche, résidant professionnellement à Heiligkreuz 6, FL-9490 Vaduz, Principauté du Liechtenstein; et

- Monsieur Oscar Hasbun Martinez, né le 23 février 1969 à Santiago, Chili, résidant professionnellement au 35A Frana Supila, Dubrovnik, Croatie.

Gérants de catégorie B:

- Monsieur Jean-Claude Buffin, né le 17 janvier 1961 à Charleroi, Belgique, résidant professionnellement au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- Madame Antonella Graziano, née le 20 janvier 1966 à Orvieto, Italie, résidant professionnellement au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg; et

- Madame Noelle Piccione, née le 23 décembre 1974 à Amnéville, France, résidant professionnellement au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

3. L'adresse du siège social de la Société est fixée au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.C. CHARLES, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 novembre 2010. Relation: LAC/2010/50566. Reçu soixante-quinze euros (75,-€)
Le Releveur (signé): Francis SANDT.

Référence de publication: 2010152426/661.

(100175780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Dorset Investments S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 135.687.

Le siège de la société DORSET INVESTMENTS S.A., domiciliée au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, inscrite au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 135.687 a été dénoncé par son agent domiciliataire Carey S.A. ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg inscrite au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 122.743 avec effet au 17 novembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2010.

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2010152985/14.

(100175320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Banque Unie Est-Ouest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 10, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 12.049.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires en date du 16 novembre 2010.

Il résulte de la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires en date du 16 novembre 2010 que: L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires révoque les mandats de membres du Conseil d'Administration suivants:

- Mr Kapitonov Oleg,
- Mr Rabovskiy Evgeny,
- Mr Groshev Yury,
- Mr Kravtchenko Georguy Vladimirovitch.

Luxembourg, le 16 novembre 2010.

Igor Stepin / Grintsevitch Olga

Head of Dealing department / Administrative Director

Référence de publication: 2010152987/18.

(100175494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Finco Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du 10 Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 143.163.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010152992/10.

(100175822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Glanbia Luxinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 125.113.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 314 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2009 de sa société mère, Glanbia Plc. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 novembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010152993/12.

(100175998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

GLL RESF Holding Alpha, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 136.222.

Le bilan au 31 mars 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Jörg FUCHS

Gérant

Référence de publication: 2010152996/12.

(100175911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Gremir S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 14.109.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010152998/10.

(100175733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

H.T.E. Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 72.652.

Les comptes au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

H.T.E. PARTICIPATIONS S.A.

Alexis DE BERNARDI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010152999/12.

(100175543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

CAB Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 57, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 156.701.

Im Jahre zwei tausend zehn.

Den zwölften November.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitz in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Herr Karl Heinz BURKARDT, Kaufmann, wohnhaft in D-54451 Irsch, Baumbüsch 13.

Welcher Komparent den instrumentierenden Notar ersuchte, folgende Gesellschaftsgründung zu beurkunden:

Titel I. Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben.

Art. 2. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung "CAB Consulting S.à r.l."

Die Gesellschaft kann ihre Aktivitäten ebenfalls unter der Bezeichnung K2 Consulting ausüben.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Er kann durch eine Entscheidung des oder der Gesellschafter in eine andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung unter jedweder Form an inländischen und ausländischen Gesellschaften und insbesondere an Unternehmen der Metall- und Plastikverarbeitenden Branche, an Unternehmen welche in dem Vertrieb derartiger Produkte tätig sind sowie der Handel mit Metall- und Plastikprodukten.

Sie kann an der Gründung, der Entwicklung und der Kontrolle jedes Unternehmens teilhaben bzw. diese Unternehmen beraten. Sie kann alle Wertpapiere und Rechte durch den Kauf von Beteiligungen, durch Einlagen, durch Unterzeichnung durch Zeichnungsverpflichtungen oder Optionen, durch Handel oder sonstige Weise erwerben oder durch Tausch oder in sonstiger Weise veräußern.

Die Gesellschaft kann den Unternehmen, an denen sie sich beteiligt, Darlehn, Vorschüsse, Garantien, Bürgschaften gegenüber Dritten geben, oder Unterstützungen jedweder Art erteilen.

Zweck der Gesellschaft ist auch der Erwerb, der Besitz, die Kontrolle, die Verwaltung und die Entwicklung von Dienstleistungs- und Produktmarken sowie jeder sonstigen geistigen Eigentumsrechte.

Die Gesellschaft kann auch im eigenen Namen Grundeigentum erwerben, verwalten und verpachten

Die Gesellschaft kann des weiteren alle Geschäfte und Rechtshandlungen, die sich im Rahmen ihrer Tätigkeit ergeben und der Erfüllung ihres Zweckes dienlich sind, sowie z. B. durch die Aufnahmen von Darlehen, Bürgschaften mit und ohne Sicherheitsleistungen in jedweder Währung und die Erteilung von Darlehen und Bürgschaften an die Beteiligten Gesellschaften durchführen.

Art. 5. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Titel II. Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-), aufgeteilt in EIN HUNDERT (100) Anteile von je EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (€ 125.-), welche integral durch Herrn Karl Heinz BURKARDT, Kaufmann, wohnhaft in D54451 Irsch, Baumbüsch 13, übernommen wurden.

Art. 7. Im Falle von mehreren Gesellschaftern sind die Anteile zwischen ihnen frei übertragbar.

Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäss Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt, oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden sind.

Titel III. Verwaltung und Vertretung

Art. 8. Die Beschlüsse werden durch den alleinigen Gesellschafter gemäss Artikel 200-2 des Gesetzes vom 18. September 1933 sowie dasselbe abgeändert worden ist, gefasst.

Die Verträge zwischen der Gesellschaft und dem alleinigen Gesellschafter unterliegen ebenfalls den Bestimmungen dieses Artikels.

Art. 9. Solange die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, steht es dem Geschäftsführer frei, die Gesellschafter in Generalversammlungen zu vereinigen. Falls keine Versammlung abgehalten wird, erhält jeder Gesellschafter den genau festgelegten Text der zu treffenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

Eine Entscheidung wird nur dann gültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen wird. Ist diese Zahl in einer ersten Versammlung oder schriftlichen Befragung nicht erreicht worden, so werden die Gesellschafter ein zweites Mal durch Einschreibebrief zusammengerufen oder befragt und die Entscheidungen werden nach der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, welches auch der Teil des vertretenen Kapitals sein mag.

Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt ganz gleich wie viele Anteile er hat. Er kann so viele Stimmen abgeben wie er Anteile hat. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmässig bei der Gesellschafterversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Die Ernennung der Geschäftsführer erfolgt durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise durch die Gesellschafterversammlung, welche die Befugnisse und die Dauer der Mandate des oder der Geschäftsführer festlegt.

Als einfache Mandatäre gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktion(en) keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind jedoch für die ordnungsgemässe Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden durch die Geschäftsführung ein Inventar, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt, gemäss den diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Ein Geschäftsbericht muss gleichzeitig abgegeben werden. Am Gesellschaftersitz kann jeder Gesellschafter während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden dem oder den Gesellschaftern zur Genehmigung vorgelegt. Diese äussern sich durch besondere Abstimmung über die Entlastung der Geschäftsführung.

Der Kreditsaldo der Bilanz wird nach Abzug aller Unkosten sowie des Beitrages zur gesetzlichen Reserve der Generalversammlung der Gesellschafter beziehungsweise dem alleinigen Gesellschafter zur Verfügung gestellt.

Art. 13. Beim Ableben des alleinigen Gesellschafter oder einem der Gesellschafter erlischt die Gesellschaft nicht, sondern wird durch oder mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Titel IV. Auflösung und Liquidation

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von dem alleinigen Gesellschafter oder der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Der alleinige Gesellschafter beziehungsweise die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 15. Für sämtliche nicht vorgesehenen Punkte gilt das Gesetz vom 18. September 1933 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

Einzahlung des Gesellschaftskapitals

Alle Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-) der Gesellschaft von heute an zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2010.

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf den Betrag von ungefähr ein tausend Euro (€ 1.000.-).

Erklärung

Der Komparent erklärt, dass der unterfertigte Notar ihm Kenntnis gegeben hat davon, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der Handelsermächtigung ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

Generalversammlung

Sofort nach der Gründung, hat der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst: a) Zum Geschäftsführer der Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer ernannt:

Herr Karl Heinz BURKARDT, Kaufmann, wohnhaft in D-54451 Irsch, Baumbüsch 13.

b) Die Gesellschaft wird in allen Fällen durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers rechtsgültig vertreten und verpflichtet.

c) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1331 Luxemburg, 57, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: K. H. BURKARDT, Henri BECK

Enregistré à Echternach, le 16 novembre 2010. Relation: ECH/2010/1661. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 17. November 2010.

Référence de publication: 2010152463/119.

(100175257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Huber Lux Financing Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 50.000,00.**Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 114.314.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2009 de sa société mère, J.M. Huber Corporation ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010153000/13.

(100175979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Horlogerie-Bijouterie Kinn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-4818 Rodange, 20, avenue Dr Gaasch.
R.C.S. Luxembourg B 45.125.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
Signature

Référence de publication: 2010153003/11.

(100175583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Immobilière Stoffel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-7339 Steinsel, 21, rue des Vergers.
R.C.S. Luxembourg B 80.755.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010153004/10.

(100175404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Infrastructure Saxon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 125.708.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010153005/10.

(100175304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Infrastructure Saxon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 125.708.**RECTIFICATIF**

Le bilan rectifié au 31 décembre 2008 (rectificatif du dépôt du bilan au 31 décembre 2008 déposé le 24 novembre 2009 n° L090179885.05) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010153006/12.

(100175863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Ingersoll-Rand Lux Euro Financing S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 104.948.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008 de Ingersoll-Rand Lux Euro Financing S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Un dépôt initial au R.C.S (L100024201.05) des comptes annuels a été effectué le 17.02.2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11.11.2010.

Signature.

Référence de publication: 2010153007/12.

(100175319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Entreprise Vert 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 133.996.

In the year two thousand and ten, on the twenty sixth day of October.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing at Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the partners of „Entreprise Vert 6 S.à r.l.“, a „société à responsabilité limitée“ (limited liability company), having its registered office at L-1882 Luxembourg, 5 rue Guillaume Kroll, registered with the Luxembourg register of commerce and companies R.C.S. Luxembourg B 133.996, incorporated by deed dated on November 5, 2007 and published in the Memorial C-N° 3010 at December 28, 2007.

The meeting is presided by Ms Flora Gibert, jurist, residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Ms Rachel Uhl, jurist, residing in Luxembourg.

The chairman declares the meeting open and requests the notary to act that:

I. The partners present or represented and the number of shares held by it are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxy and registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares, representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the partners have been beforehand informed.

III. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1.- Decrease of the nominal value of the shares by EUR 0.99 (ninety-nine cent euro) in order to bring it from its current amount of EUR 1 (one euro) to EUR 0.01 (one cent euro), by way of conversion of 1 (one) “old” share into 100 (one hundred) “new” shares,

2.- Share capital increase by EUR 7,500 (seven thousand five hundred euro) in order to bring it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) to EUR 20,000 (twenty thousand euro), by way of cash payment from the shareholders in the amount of EUR 7,500 (seven thousand five hundred euro) and by creation of 750,000 (seven hundred fifty thousand) new shares,

3.- Subscription of the 750,000 (seven hundred fifty thousand) new shares,

4.- Amendment of article 8 of the articles of incorporation,

5.- Appointment of Mrs Daniela Weber as new manager of the Company.

The chairman thereupon exposes the reasons that led the Board of Managers to present this agenda to the partners.

After discussion, the General Meeting adopts the following resolutions:

First resolution

It is decided to decrease the nominal value of the shares by the amount of EUR 0.99 (ninety-nine cent euro) so as to raise it from its present amount of EUR 1 (one euro) to EUR 0.01 (one cent euro) by way of conversion of 1 (one) “old” share into 100 (one hundred) “new” shares having a par value of EUR 0.01 (one cent euro) each.

Second resolution

It is decided to increase the corporate capital by the amount of EUR 7,500 (seven thousand five hundred euro) so as to raise it from its present amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) to EUR 20,000 (twenty thousand euro) by the issue of 750,000 (seven hundred fifty thousand) new shares having a par value of EUR 0.01 (one cent euro) each.

Third resolution

It is decided to admit the following shareholders to the subscription of the 750,000 (seven hundred fifty thousand) new shares:

Special Situations Venture Partners II LP	4,593 shares
Special Situations Venture Partners II Structured LP	286,847 shares
Kiriak GmbH & Co KG	121,280 shares
Soriak GmbH & Co KG	121,280 shares
Co-Invest Germany GmbH & Co KG	196,000 shares
Andreas Augustin	<u>20,000 shares</u>
Total	750,000 shares

Intervention - Subscription - Payment

- Thereupon Special Situations Venture Partners II LP, a company incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office at Les Echelons, Bordeaux Court, St. Peter Port, Guernsey GY1 6AW, Channel Islands, represented by Flora Gibert, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy, declared to subscribe to 4,593 (four thousand five hundred ninety-three) new shares and to make payment in full of the nominal value of all these shares by a contribution in cash in the total amount of EUR 45.93 (forty-five point ninety-three euro);

- Special Situations Venture Partners II Structured LP, a company incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office at Les Echelons, Bordeaux Court, St. Peter Port, Guernsey GY1 6AW, Channel Islands, represented by Flora Gibert, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy; declared to subscribe to 286,847 (two hundred eighty-six thousand eight hundred forty-seven) new shares and to make payment in full of the nominal value of all these shares by a contribution in cash in the total amount of EUR 2,868.47 (two thousand eight hundred sixty-eight point forty-seven euro);

- Kiriak GmbH & Co KG, a company incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Südliche Münchner Strasse 8, D-82031 Grünwald, Germany, represented by Flora Gibert, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy; declared to subscribe to the 121,280 (one hundred twenty-one thousand two hundred eighty) new shares and to make payment in full of the nominal value of all these shares by a contribution in cash in the total amount of EUR 1,212.80 (one thousand two hundred twelve point eighty euro);

- Soriak GmbH & Co KG, a company incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Südliche Münchner Strasse 8, D-82031 Grünwald, Germany, represented by Flora Gibert, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy; declared to subscribe to the 121,280 (one hundred twenty-one thousand two hundred eighty) new shares and to make payment in full of the nominal value of all these shares by a contribution in cash in the total amount of EUR 1,212.80 (one thousand two hundred twelve point eighty euro);

- Co-Invest Germany GmbH & Co. KG, a company incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Südliche Münchner Strasse 8, D-82031 Grünwald, Germany, represented by Flora Gibert, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy; declared to subscribe to the 196,000 (one hundred nintetysix thousand) new shares and to make payment in full of the nominal value of all these shares by a contribution in cash in the total amount of EUR 1,960.00 (one thousand nine hundred sixty euro);

- Andreas Augustin, 44, Esplanade de la Moselle, L-6637 Wasserbillig, Luxembourg, represented by Flora Gibert, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy; declared to subscribe to the 20,000 (twenty thousand) new shares and to make payment in full of the nominal value of all these shares by a contribution in cash in the total amount of EUR 200.00 (two hundred euro).

The above mentioned proxies remain attached to the present resolutions for the purpose of registration.

All these new shares have thus been fully paid-up in cash so that the amount of EUR 7,500 (seven thousand five hundred euro) is forthwith at the free disposal of the Company.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, it is decided to amend Article 8 of the Articles of Incorporation to read as follows:

Art. 8. "The Company's capital is set at EUR 20,000 (twenty thousand euro) represented by 2,000,000 (two million) shares of EUR 0.01 (one cent euro) each."

Fifth resolution

It is decided to appoint Mrs Daniela Weber as new manager of the company with immediate effect.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a German version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed. Nothing else being on the agenda, the meeting is closed.

Deutsche Übersetzung des Vorhergehenden Textes

Im Jahre zweitausend und zehn, den sechszwanzigsten Oktober

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, mit Amtssitz in Luxemburg.

Erschienen zu einer außerordentlichen Generalversammlung die Gesellschafter der "Entreprise Vert 6 S.à r.l.", société à responsabilité limitée (GmbH), mit Sitz 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, eingetragen im Gesellschafts- und Handelsregister Luxemburg R.C.S. Luxembourg unter der Nummer B 133.996, gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 5. November 2007 und am 28. Dezember 2007 im Mémorial unter C-N° 3010 veröffentlicht.

Die Versammlung tagt unter dem Vorsitz von Frau Flora Gibert, Privatbeamter, wohnhaft zu Luxemburg.

Der Herr Vorsitzende bestellt zum Schriftführer und die Versammlung wählt zum Stimmzähler Frau Rachel Uhl Privatbeamter, wohnhaft zu Luxemburg.

Der Vorsitzende erklärt die Sitzung eröffnet und gibt folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden:

I. Gegenwärtigem Protokoll ist ein Verzeichnis der Anteile und der Gesellschafter beigefügt. Diese Liste wurde von den Gesellschaftern, beziehungsweise ihren Vertretern, sowie dem Vorsitzenden, dem Sekretär, dem Stimmzähler und dem amtierenden Notar unterzeichnet. Die von den Gesellschaftern ausgestellten Vollmachten werden ebenfalls gegenwärtiger Urkunde, ne varietur paraphiert, beigegeben, um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

II. Daß die Generalversammlung, in Anbetracht der Anwesenheit aller Gesellschafter oder deren Beauftragten, rechtmäßig zusammengesetzt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung, über deren Inhalt die Gesellschafter informiert wurden, beschließen kann.

C) Daß die Tagesordnung folgende Punkte vorsieht:

Tagesordnung

1.- Herabsetzung des Nominalwerts der Anteile um EUR 0,99 (neunundneunzig cent Euro) um sie von dem derzeitigen Wert von EUR 1 (einem Euro) auf einen Nominalwert von EUR 0,01 (ein cent Euro) zu reduzieren, indem 1 (ein) „alter“ Anteil in 100 (einhundert) „neue“ Anteile umgewandelt wird,

2.- Erhöhung des gezeichneten Kapitals um einen Betrag von EUR 7.500 (sieben tausend fünf hundert Euro), um es von seinem jetzigen Betrag von EUR 12.500 (zwölf tausend fünf hundert Euro) auf EUR 20.000 (zwanzig tausend Euro) zu erhöhen, welche in Form einer Barzahlung der Anteilhaber in den Betrag von EUR 7.500 (sieben tausend fünf hundert Euro) und der Ausgabe von 750.000 (sieben hundert fünfzig tausend) neuen Anteilen geschieht,

3.- Annahme der Zeichnung dieser 750.000 (sieben hundert fünfzig tausend) neu ausgegebenen Anteile,

4.- Abänderung des Artikel 8 des Gesellschaftsvertrags der Gesellschaft,

5.- Bestellung von Frau Daniela Weber als neue Geschäftsführerin der Gesellschaft.

Der Vorsitzende erklärt daraufhin die Gründe, welche die Geschäftsführung dazu bewegten der Generalversammlung diese Tagesordnung zu unterbreiten.

Nach Diskussion faßt die Generalversammlung einstimmig folgenden Beschluß:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, den Nominalwert der Anteile um EUR 0,99 (neunundneunzig cent Euro) herabzusetzen, um sie von dem derzeitigen Wert von EUR 1 (einem Euro) auf einen Nominalwert von EUR 0,01 (ein cent Euro) zu reduzieren, indem 1 (ein) „alter“ Anteil in 100 (einhundert) „neue“ Anteile umgewandelt wird.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, die Erhöhung des gezeichneten Kapitals um einen Betrag von EUR 7.500 (sieben tausend fünf hundert Euro), um es von seinem jetzigen Betrag von EUR 12.500 (zwölf tausend fünf hundert Euro) auf EUR 20.000 (zwanzig tausend Euro) zu erhöhen, durch die Ausgabe von 750.000 (sieben hundert fünfzig tausend) neuen Anteilen mit einem Nominalwert von jeweils EUR 0,01 (ein cent Euro).

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, die Annahme der Zeichnung dieser 750.000 (sieben hundert fünfzig tausend) neu ausgegebenen Anteile:

Special Situations Venture Partners II LP	4.593 Anteile
Special Situations Venture Partners II Structured LP	286.847 Anteile
Kiriak GmbH & Co KG	121.280 Anteile
Soriak GmbH & Co KG	121.280 Anteile
Co-Invest Germany GmbH & Co KG	196.000 Anteile
Andreas Augustin	20.000 Anteile

Gesamt 750.000 Anteile

Zeichnung - Einzahlung - Zuteilung

- Daraufhin erklärt Special Situations Venture Partners II LP, eine Gesellschaft nach dem Recht der Kanalinseln, mit Sitz in Les Echelons, Bordeaux Court, St. Peter Port, Guernsey GY1 6AW, Kanalinseln, vertreten von Flora Gibert, laut der oben genannten Vollmacht 4.593 (vier tausend fünf hundert dreiundneunzig) neue Anteile zu zeichnen und die Zahlung in Höhe des Nennwertes aller dieser Anteile durch eine Bareinlage in Höhe von EUR 45,93 (fünfundvierzig und dreiundneunzig cent Euro) zu gewährleisten;

- Special Situations Venture Partners II Structured LP, eine Gesellschaft nach dem Recht der Kanalinseln, mit Sitz in Les Echelons, Bordeaux Court, St. Peter Port, Guernsey GY1 6AW, Kanalinseln vertreten von Flora Gibert, laut der oben genannten Vollmacht erklärt 286.847 (zwei hundert sechsundachtzig tausend acht hundert siebenundvierzig) neue Anteile zu zeichnen und die Zahlung in Höhe des Nennwertes aller dieser Anteile durch eine Bareinlage in Höhe von EUR 2.868,47 (zwei tausend acht hundert achtundsechzig und siebenundvierzig cent Euro) zu gewährleisten;

- Kiriak GmbH & Co KG, eine Gesellschaft nach deutschem Recht, mit Sitz in Südliche Münchner Str. 8, D-82031 Grünwald, Deutschland, vertreten von Flora Gibert, laut der oben genannten Vollmacht erklärt 121.280 (ein hundert einundzwanzig tausend zwei hundert achtzig) neue Anteile zu zeichnen und die Zahlung in Höhe des Nennwertes aller dieser Anteile durch eine Bareinlage in Höhe von EUR 1.212,80 (ein tausend zwei hundert zwölf und achtzig cent Euro) zu gewährleisten;

- Soriak GmbH & Co KG, eine Gesellschaft nach deutschem Recht, mit Sitz in Südliche Münchner Str. 8, D-82031 Grünwald, Deutschland, vertreten von Flora Gibert, laut der oben genannten Vollmacht erklärt 121.280 (ein hundert einundzwanzig tausend zwei hundert achtzig) neue Anteile zu zeichnen und die Zahlung in Höhe des Nennwertes aller dieser Anteile durch eine Bareinlage in Höhe von EUR 1.212,80 (ein tausend zwei hundert zwölf und achtzig cent Euro) zu gewährleisten;

- Co-Invest Germany GmbH & Co. KG, eine Gesellschaft nach deutschem Recht, mit Sitz in Südliche Münchner Str. 8, D-82031 Grünwald, Deutschland, vertreten von Flora Gibert, laut der oben genannten Vollmacht erklärt 196.000 (ein hundert sechsundneunzig tausend) neue Anteile zu zeichnen und die Zahlung in Höhe des Nennwertes aller dieser Anteile durch eine Bareinlage in Höhe von EUR 1.960,00 (ein tausend neun hundert sechzig Euro) zu gewährleisten;

- Andreas Augustin, 44, Esplanade de la Moselle, L-6637 Wasserbillig, Luxemburg, vertreten von Flora Gibert, laut der oben genannten Vollmacht erklärt 20.000 (zwanzig tausend) neue Anteile zu zeichnen und die Zahlung in Höhe des Nennwertes aller dieser Anteile durch eine Bareinlage in Höhe von EUR 200,00 (zwei hundert Euro) zu gewährleisten.

Die oben erwähnten Vollmachten bleiben vorliegender Urkunde beigelegt und werden mit derselben bei den Einregistrierungsbehörden hinterlegt.

Die neu ausgegebenen Anteile wurden somit allesamt vollständig eingezahlt, so dass der Betrag von EUR 7.500 (sieben tausend fünf hundert Euro) der Gesellschaft nunmehr frei zur Verfügung steht.

Vierter Beschluss

Infolgedessen wird Artikel 8 der Satzung wie folgt geändert:

Art. 8. "Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf EUR 20.000 (zwanzig tausend Euro), aufgeteilt auf 2.000.000 (zwei Millionen) Anteile von jeweils EUR 0,01 (ein cent Euro)."

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, Frau Daniela Weber mit sofortiger Wirkung als neue Geschäftsführerin der Gesellschaft zu bestellen. Der unterzeichnete Notar, der Englisch spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anfrage der oben erschienenen Parteien, dieser Akt auf Englisch verfasst wurde und von der deutschen Übersetzung gefolgt ist. Auf Anfrage der gleichen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben die vorgenannten Komparenten zusammen mit dem instrumentierenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Signé: F. Gibert, R. Uhl, J. Elvinger

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 octobre 2010. Relation: LAC/2010/47543. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Référence de publication: 2010152496/204.

(100175987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

High Seas Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 95.611.

Le bilan au 31 octobre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HOOGEWERF & CIE

Signature

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2010153001/12.

(100175977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

HLV Construct, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 47, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 148.202.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010153002/10.

(100176017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Iberofinance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 73.499.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010153008/10.

(100175745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Iberofinance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 73.499.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010153009/10.

(100175749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

IHM Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7391 Blaschette, 14, rue de Fischbach.

R.C.S. Luxembourg B 148.517.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

Référence de publication: 2010153010/10.

(100175620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Carena Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 156.725.

—
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the sixteenth day of November.

Before the undersigned Maître Joseph Elvinger, civil law notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Sandypoint Anstalt, a legal entity organized and existing as a Liechtenstein establishment (anstalt), whose representative (repräsentant) is domiciled at Heiligkreuz 6, FL-9490 Vaduz, Principality of Liechtenstein, with registration number FL-0002.008.657-7,

duly represented by M. Jean-Cédric Charles, licencié en droit, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on November 9, 2010 in Vaduz.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party has requested the notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée, which it wishes to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There hereby exists among the current owner of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of "Carena Invest S.à r.l." (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. Purpose.

3.1 The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities of the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as any equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio.

3.2 The Company may further:

- grant any form of guarantee or security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds, provide guarantees or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.3 The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may especially:

- raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature, subject to the terms and conditions of the law;

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and

- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of managers.

4.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

B. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and Transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), consisting of twelve thousand five hundred (12,500) shares having a par value of one Euro (EUR 1) each.

5.2 Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

6.2 The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

6.3 A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.4 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5 The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.6 The Company's shares are in registered form.

Art. 7. Register of shareholders.

7.1 A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, any transfer of shares, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2 Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and Transfer of shares.

8.1 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders will be issued and signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3 The Company's shares are freely transferable among existing shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders, including the transferor, representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least. Unless otherwise provided by law, the shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders, except with the approval of shareholders representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the voting rights of the surviving shareholders at least.

8.4 Any transfer of shares will need to be documented through a transfer agreement in writing under private seal or in notarized form, as the case may be, and such transfer will become effective towards the Company and third parties upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of managers may record the transfer in the register of shareholders.

8.5 The Company, through any of its managers, may also accept and enter into the register of shareholders any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

C. General meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1 The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2 If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned

in these articles of association, a reference to the “general meeting of shareholders” used in these articles of association is to be construed as being a reference to the “sole shareholder”.

9.3 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

9.4 In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of association regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers, by the statutory auditor(s), if any, or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital, as the case may be, to be held in the city of Luxembourg on the date specified in the notice of such meeting.

10.2 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

10.3 The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.4 If all the shareholders are present at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders.

11.1 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3 Quorum and vote

11.3.1 Each share entitles to one (1) vote.

11.3.2 Unless otherwise provided by law or by these articles of association, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

11.4 The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by a (i) majority of shareholders (ii) representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least.

Art. 13. Minutes of general meetings of shareholders.

13.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

13.2 The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

13.3 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

D. Management

Art. 14. Powers of the board of managers.

14.1 The Company shall be managed by one or several managers, who need not be shareholders of the Company. In case of plurality of managers, the managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. The Company shall have two (2) classes of managers among which one (the Class B) shall be composed exclusively of Luxembourg tax resident individuals. To the extent applicable and where the

term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as being a reference to the “sole manager”.

14.2 The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the shareholder (s).

14.3 The Company’s daily management and the Company’s representation in connection with such daily management may be delegated to one or several managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

14.4 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company.

Art. 15. Composition of the board of managers. The board of managers must choose from among its members a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

Art. 16. Election and Removal of managers and Term of the office.

16.1 Managers shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their class, their remuneration and the term of their office.

16.2 Any manager may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders. A manager, who is also shareholder of the Company, shall not be excluded from voting on his/her/its own revocation.

16.3 Any manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

Art. 17. Convening meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers shall meet upon call by its chairman or by any two (2) of its members in the city of Luxembourg at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

17.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each manager in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.

18.1 The chairman of the board of managers shall preside at all meeting of the board of managers. In his/her/its absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

18.2 Quorum

The board of managers can deliberate or act validly only if at least one Class A manager and all the Class B managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

18.3 Vote

Resolutions are adopted with the approval of a majority of votes of the members present at a meeting of the board of managers. The chairman shall not have a casting vote.

18.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing a Class B manager as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any Class B manager may represent one or several of his/her/its colleagues.

18.5 In case of emergency, the board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing will indicate the nature and the reasons of such emergency. They are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

18.6 Any manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company’s interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant manager may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Where the Company has a sole manager and the sole manager has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole manager and the Company, which conflicts with the Company’s interest, such conflicting interest must be disclosed

in the minutes recording the relevant transaction. This article 18.6 shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 19. Minutes of meetings of the board of managers.

19.1 The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

19.2 The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

19.3 Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

Art. 20. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of one (1) Class A manager and one (1) Class B manager or, as the case may be, by the signature of the sole manager or by the sole signature of any Class B manager to whom such signatory power has been delegated by the board of managers or by the sole manager. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated, acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation and to the exclusion of any such delegation made in favour of a Class A manager.

E. Supervision

Art. 21. Statutory auditor(s) - Independent auditor(s).

21.1 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, its operations shall be supervised by one or several statutory auditors, who may be shareholders or not.

21.2 The general meeting of shareholders shall determine the number of statutory auditors, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of the office. A former or current statutory auditor may be reappointed by the general meeting of shareholders.

21.3 Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

21.4 The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.5 The statutory auditors may be assisted by an expert in order to verify the Company's books and accounts. Such expert must be approved by the Company.

21.6 In case of plurality of statutory auditors, they will form a board of statutory auditors, which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a statutory auditor. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of managers shall apply.

21.7 If the Company exceeds two (2) of the three (3) criteria provided for in the first paragraph of article 35 of the law of 19 December 2002 regarding the Trade and Companies Register and the accounting and annual accounts of undertakings for the period of time as provided in article 36 of the same law, the statutory auditors will be replaced by one or several independent auditors, chosen among the members of the Institut des Réviseurs d'Entreprises, to be appointed by the general meeting of shareholders, which determines the duration of his/her/their office.

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 22. Financial year. The Company's financial year shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 23. Profits.

23.1 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

23.2 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

23.3 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.4 Under the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

Art. 24. Interim dividends - Share premium.

24.1 The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual

accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

24.2 The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

H. Governing law

Art. 26. Governing law. These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended.

Transitional provisions

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall terminate on November 30, 2010.

2) The Company's second financial year shall begin on December 1, 2010 and shall terminate on December 31, 2010.

3) Interim dividends may also be made during the Company's first two financial years.

Subscription and Payment

The subscriber has subscribed the shares to be issued as follows:

Sandypoint Anstalt, aforementioned, paid twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) in subscription for twelve thousand five hundred (12,500) shares.

All the shares have been entirely paid-in in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be two thousand Euro.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating sole shareholder, representing the Company's entire share capital, has immediately passed the following resolutions:

1. The number of members of the board of managers is fixed at five (5).

2. The following persons are appointed as members of the board of managers of the Company for an indefinite period of time:

Class A Managers:

- Dr. Karl Josef Hier, born on 16 November 1957 in Rottenmann, Austria, with professional address at Heiligkreuz 6, FL-9490 Vaduz, Principality of Liechtenstein; and

- M. Oscar Hasbun Martinez, born on 23 February 1969 in Santiago, Chile, with professional address at 35A Frana Supila, Dubrovnik, Croatia.

Class B Managers:

- M. Jean-Claude Buffin, born on 17 January 1961 in Charleroi, Belgium, with professional address at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- Ms. Antonella Graziano, born on 20 January 1966 in Orvieto, Italy, with professional address at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg; and

- Ms. Noelle Piccione, born on 23 December 1974 in Amnéville, France, with professional address at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

3. The address of the Company's registered office is set at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille dix, le seize novembre.

Par-devant le soussigné Maître Joseph Elvinger, notaire de droit civil de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Sandypoint Anstalt, une entité constituée et existant sous la forme d'un établissement (anstalt) régi par les lois du Liechtenstein, dont le représentant (repräsentant) est domicilié à Heiligkreuz 6, FL-9490 Vaduz, Principauté du Liechtenstein, immatriculée sous le numéro FL-0002.008.657-7,

dûment représentée par Monsieur Jean-Cédric Charles, licencié en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 9 novembre 2010 à Vaduz.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante a requis le notaire soussigné de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont les statuts seront comme suit:

A. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Nom. Il existe entre le propriétaire actuel des parts sociales et/ou toute personne qui sera un associé dans le futur, une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée qui aura pour dénomination "Carena Invest S.à r.l." (la "Société").

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société a pour objet la création, la détention, le développement et la réalisation d'un portefeuille se composant de participations et de droits de toute nature, et de toute autre forme d'investissement dans des entités du Grand-Duché de Luxembourg et dans des entités étrangères, que ces entités soient déjà existantes ou encore à créer, notamment par souscription, acquisition par achat, vente ou échange de titres ou de droits de quelque nature que ce soit, tels que des titres participatifs, des titres représentatifs d'une dette, des brevets et des licences, ainsi que la gestion et le contrôle de ce portefeuille.

3.2 La Société pourra également:

- accorder toute forme de garantie pour l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou de tout directeur ou autre titulaire ou agent de la Société, ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société; et

- accorder des prêts à toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou assister une telle entité de toute autre manière.

3.3 La société peut réaliser toutes les transactions qui serviront directement ou indirectement son objet. Dans le cadre de son objet la Société peut notamment:

- rassembler des fonds, notamment en faisant des emprunts auprès de qui que ce soit ou en émettant tous titres participatifs ou tous titres représentatifs d'une dette, incluant des obligations, en acceptant toute autre forme d'investissement ou en accordant tous droits de toute nature;

- participer à la constitution, au développement et/ou au contrôle de toute entité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger; et

- agir comme associé/associé responsable indéfiniment ou de façon limitée pour les dettes et engagements de toute société du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi en la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du conseil de gérance.

4.3 Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.4 Il peut être créé, par une décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

B. Capital social - Parts sociales - Registre des associés - Propriété et Transfert des parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 La Société a un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Aux conditions et termes prévus par la loi, le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, étant précisé que le nombre des associés est limité à quarante (40), sauf disposition contraire de la loi.

6.3 Le droit d'un associé dans les actifs et les bénéfices de la Société est proportionnel au nombre de parts sociales qu'il détient dans le capital social de la Société.

6.4 Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre événement similaire concernant tout associé ou l'associé unique, le cas échéant, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5 La Société pourra racheter ou retirer ses propres parts sociales, sous réserve d'une annulation immédiate des parts sociales rachetées ou retirées et d'une réduction du capital social correspondante.

6.6 Les parts sociales de la Société sont émises sous forme nominative.

Art. 7. Registre des associés.

7.1 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout associé de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque associé, son domicile ou son siège social ou son siège principal, le nombre de parts sociales détenues par tel associé, tout transfert de parts sociales, la date de la notification ou de l'acceptation par la Société de ce transfert conformément aux présents statuts ainsi que toutes garanties accordées sur des parts sociales.

7.2 Chaque associé notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'associé qu'elle a reçue.

Art. 8. Propriété et Transfert de parts sociales.

8.1 La preuve du titre de propriété concernant des parts sociales peut être apportée par l'enregistrement d'un associé dans le registre des associés. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, selon le cas, sur requête et aux frais de l'associé en question.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Si une part sociale est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de la part sociale à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle part sociale jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

8.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par les associés, y compris le cédant, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social. Sauf stipulation contraire par la loi, en cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné par les associés, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) des droits de vote des associés survivants.

8.4 Toute cession de part social doit être documentée par un contrat de cession écrite sous seing privé ou sous forme authentique, le cas échéant, et ce transfert sera opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à la Société ou par l'acceptation de la cession par la Société, suite auxquelles tout gérant peut enregistrer la cession.

8.5 La Société, par l'intermédiaire de n'importe lequel de ses gérants, peut aussi accepter et entrer dans le registre des associés toute cession à laquelle toute correspondance ou tout autre document fait référence et établit les consentements du cédant et du cessionnaire.

C. Assemblée générale des associés

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés.

9.1 Les associés de la Société exercent leurs droits collectifs dans l'assemblée générale des associés, qui constitue un des organes de la Société.

9.2 Si la Société ne possède qu'un seul associé, cet associé exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés. Dans ce cas et lorsque le terme "associé unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à "l'assemblée générale des associés" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à l'associé unique".

9.3 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

9.4 En cas de pluralité d'associés et si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25), les associés peuvent, au lieu de tenir une assemblée générale d'associés, voter par résolution écrite, aux termes et conditions prévus par la loi. Le cas échéant, les dispositions des présents statuts concernant les assemblées générales des associés s'appliqueront au vote par résolution écrite.

Art. 10. Convocation de l'assemblée générale des associés.

10.1 L'assemblée générale des associés de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil de gérance, par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, ou par les associés représentant au moins cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, pour être tenue en la ville de Luxembourg à la date précisée dans l'avis de convocation.

10.2 Si la Société compte plus de vingt cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle des associés doit être tenue dans la commune où le siège social de la Société est situé ou dans un autre lieu tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée. L'assemblée générale annuelle des associés doit être convoquée dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

10.3 L'avis de convocation à toute assemblée générale des associés doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque associé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

10.4 Si tous les associés sont présents à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des associés peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Conduite de l'assemblée générale des associés - Vote par résolution écrite.

11.1 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des associés, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des associés, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient associés ou membres du conseil de gérance. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des associés.

11.2 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des associés.

11.3 Quorum et vote

11.3.1 Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.3.2 Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les résolutions des associés sont valablement prises si elles ont été adoptées par les associés représentant au premier vote plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si cette majorité n'a pas été obtenue au premier vote, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois. Au deuxième vote, les résolutions seront valablement adoptées avec une majorité de voix valablement exprimées, quelle que soit la portion du capital présent.

11.4 Le conseil de gérance peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les associés pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Sous réserve des termes et conditions prévus par la loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée par (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 13. Procès-verbaux des assemblées générales des associés.

13.1 Le bureau de toute assemblée générale des associés rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout associé qui en fait la demande.

13.2 De même, l'associé unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

13.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où l'assemblée a été inscrite dans un acte notarié, ou signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

D. Gestion

Art. 14. Pouvoirs du conseil de gérance.

14.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas nécessairement être des associés. En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la Société. La Société aura deux (2) catégories de gérants parmi lesquelles l'une (la catégorie B) devra être composée exclusivement de personnes physiques résidentes fiscales au Luxembourg. Dans la mesure où le terme "gérant unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au "conseil de gérance" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au "gérant unique".

14.2 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toute action nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts réservent à l'associé/aux associés.

14.3 La gestion journalière de la Société ainsi que représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, peut être déléguée à un ou plusieurs gérants ou à toute autre personne, associé ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement comme mandataires de la Société. Leur désignation, révocation et pouvoirs sont déterminés par une décision du conseil de gérance.

14.4 La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société.

Art. 15. Composition du conseil de gérance. Le conseil de gérance doit choisir un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui peut n'être ni associé ni membre du conseil de gérance.

Art. 16. Election et Révocation des gérants et Terme du mandat.

16.1 Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés, qui déterminera leur catégorie, leurs émoluments et la durée de leur mandat.

16.2 Tout gérant peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés. Un gérant, étant également associé de la Société, ne sera pas exclu du vote sur sa propre révocation.

16.3 Tout gérant exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout gérant sortant peut également être réélu pour des périodes successives.

Art. 17. Convocation des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres en la ville de Luxembourg, au lieu indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au prochain alinéa.

17.2 Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil de gérance doit être donné à tous les gérants par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation devra mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque gérant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance.

Art. 18. Conduite des réunions du conseil de gérance.

18.1 Le président du conseil de gérance préside à toute réunion du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut provisoirement élire un autre gérant comme président temporaire.

18.2 Quorum

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins un gérant de catégorie A et tous les gérants de catégorie B sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance.

18.3 Vote

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents à chaque réunion du conseil de gérance. Le président de la réunion n'a pas de voix prépondérante.

18.4 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication tout gérant de catégorie B comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un gérant de catégorie B peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

18.5 En cas d'urgence, le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites devront mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Elles sont adoptées une fois datées et signées par tous les gérants sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque gérant, le cas échéant, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

18.6 Tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil de gérance qui est en conflit avec l'intérêt de la Société doit informer le conseil de gérance de ce conflit d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Ce gérant ne peut ni participer aux discussions concernant la transaction en cause, ni au vote s'y rapportant. Lorsque la Société a un gérant unique et que, dans une transaction conclue entre la Société et le gérant unique, celui-ci a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, ce conflit d'intérêt doit être divulgué dans

le procès-verbal enregistrant la transaction en cause. Le présent article 18.6 ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 19. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

19.1 Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil de gérance, qui est signé par le président et par le secrétaire, le cas échéant.

19.2 Le gérant unique, le cas échéant, rédige et signe également un procès-verbal de ses résolutions.

19.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

Art. 20. Rapports avec les tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par la signature conjointe d'un (1) gérant de catégorie A et d'un (1) gérant de catégorie B ou le cas échéant, par la signature du gérant unique, ou par la seule signature de tout gérant de catégorie B auquel pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance ou par le gérant unique. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites d'une telle délégation et à l'exclusion de toute délégation de ce type faite en faveur d'un gérant de catégorie A.

E. Surveillance de la société

Art. 21. Commissaire(s) aux comptes statutaire(s) - Réviseur(s) d'entreprises.

21.1 Si la Société compte plus que vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes statutaires, qui peuvent être des associés ou non.

21.2 L'assemblée générale des associés détermine le nombre de(s) commissaire(s) aux comptes statutaire(s), nomme celui-ci/ceux-ci et fixe la rémunération et la durée de son/leur mandat. Un ancien commissaire aux comptes ou un commissaire aux comptes sortant peut être réélu par l'assemblée générale des associés.

21.3 Tout commissaire aux comptes statutaire peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés.

21.4 Les commissaires aux comptes statutaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents de toutes les opérations de la Société.

21.5 Les commissaires aux comptes statutaires peuvent être assistés par un expert pour vérifier les livres et les comptes de la Société. Cet expert doit être approuvé par la Société.

21.6 Dans le cas où il existe plusieurs commissaires aux comptes statutaires, ceux-ci constituent un conseil des commissaires aux comptes, qui devra choisir un président parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui n'a pas à être ni associé, ni commissaire aux comptes. Les règles des présents statuts concernant la convocation et la conduite des réunions du conseil de gérance s'appliquent à la convocation et à la conduite des réunions du conseil des commissaires aux comptes.

21.7 Dans l'hypothèse où la Société remplirait deux (2) des trois (3) critères stipulés dans le premier paragraphe de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés et sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, sur une période de temps prévue à l'article 36 de cette même loi, les commissaires aux comptes statutaires sont remplacés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, pour être nommés par l'assemblée générale des associés, qui détermine la durée de son/leur mandat.

F. Exercice social - Bénéfices - Dividendes provisoires

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 23. Bénéfices.

23.1 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

23.2 Les sommes allouées à la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'associé en question accepte cette affectation.

23.3 En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

23.4 Aux conditions et termes prévus par la loi et sur recommandation du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décidera de la manière dont le reste des bénéfices annuels nets de la Société sera affecté, conformément à la loi et aux présents statuts.

Art. 24. Dividendes intérimaires - Prime d'émission.

24.1 Le conseil de gérance ou l'assemblée générale des associés pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles,

(ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents et (iii) le commissaire aux comptes de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au conseil de gérance, que les deux premières conditions ont été satisfaites.

24.2 La prime d'émission, le cas échéant, est librement distribuable aux associés par une résolution des associés/de l'associé ou des gérants/du gérant, sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

H. Loi applicable

Art. 26. Loi applicable. Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social de la Société commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le trente novembre 2010.

2) Le deuxième exercice social de la Société commencera le premier décembre 2010 et se terminera le trente et un décembre 2010.

3) Des dividendes intérimaires peuvent être distribués pendant les deux premiers exercices sociaux de la Société.

Souscription et Paiement

Toutes les parts sociales ont été souscrites comme suit:

Sandypoint Anstalt, susmentionnée, a payé douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) pour la souscription de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ deux mille euros.

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique de la Société a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de membres au conseil de gérance a été fixé à cinq (5).

2. Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société pour une période indéterminée:

Gérants de catégorie A:

- Dr. Karl Josef Hier, né le 16 novembre 1957 à Rottenmann, Autriche, résidant professionnellement à Heiligkreuz 6, FL-9490 Vaduz, Principauté du Liechtenstein; et

- Monsieur Oscar Hasbun Martinez, né le 23 février 1969 à Santiago, Chili, résidant professionnellement au 35A Frana Supila, Dubrovnik, Croatie.

Gérants de catégorie B:

- Monsieur Jean-Claude Buffin, né le 17 janvier 1961 à Charleroi, Belgique, résidant professionnellement au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- Madame Antonella Graziano, née le 20 janvier 1966 à Orvieto, Italie, résidant professionnellement au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg; et

- Madame Noelle Piccione, née le 23 décembre 1974 à Amnéville, France, résidant professionnellement au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

3. L'adresse du siège social de la Société est fixée au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.C. CHARLES, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 novembre 2010. Relation: LAC/2010/50567. Reçu soixante-quinze euros (75,-€)
Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Référence de publication: 2010152454/661.

(100175783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Dorset Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 135.687.

—
Claudia HERBER,

Demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, née le 6 Septembre 1965 à Irmenach (Allemagne),

démissionne, par la présente, du mandat d'Administrateur de la société anonyme DORSET INVESTMENTS S.A. ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 135.687

Date effective: 17 novembre 2010,
Luxembourg, le 17 novembre 2010.

Claudia HERBER.

Référence de publication: 2010152983/15.

(100175317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Dorset Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 135.687.

—
La, soussignée,
EXAUDIT S.A.

dont le siège social est situé au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 124.982,

démissionne, par la présente, du mandat de Commissaire aux Comptes de la société anonyme DORSET INVESTMENTS S.A.

ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 135.687

Date effective: le 17 novembre 2010

Fait à Luxembourg, le 17 novembre 2010.
EXAUDIT S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010152984/19.

(100175318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Financial Solutions Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.
R.C.S. Luxembourg B 98.263.

—
Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010152991/10.

(100175395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

II Destino, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1326 Luxembourg, 1, rue Auguste Charles.
R.C.S. Luxembourg B 117.070.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010153011/11.

(100175859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

II Destino, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1326 Luxembourg, 1, rue Auguste Charles.
R.C.S. Luxembourg B 117.070.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010153012/11.

(100175860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

II Destino, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1326 Luxembourg, 1, rue Auguste Charles.
R.C.S. Luxembourg B 117.070.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010153013/11.

(100175862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

IRE UK III SCS, Société en Commandite simple.

Capital social: GBP 1.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 156.733.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the twelfth day of November.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg

There appeared:

- 1) Invesco Real Estate – UK III Fund FCP-SIF acting through its management company, Invesco Real Estate Management Company S.à r.l., a limited liability company under the laws of Luxembourg with its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 133753, represented by Kathrin Krämer, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 10 November 2010 and
- 2) IRE UK III, a limited liability company under the laws of Luxembourg, having its registered office at 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, whose registration with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg is pending, represented by Kathrin Krämer, maître en droit, professionally residing in Luxembourg by virtue of a proxy given on 10 November 2010.

The proxies referred to hereabove, being initialled by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present document to be filed therewith with the registration authorities.

The appearing person, acting on behalf of the represented parties, requested the notary to draw up the following articles of a limited partnership (société en commandite simple) (the "Articles"), which they have decided to organize among themselves:

Articles

Art. 1. The partners constitute a (société en commandite simple) (the "Company"), governed by Luxembourg law, especially by articles 16 to 22 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

IRE UK III will be the general partner; and Invesco Real Estate – UK III Fund FCP-SIF acting through its management company Invesco Real Estate S.à r.l. will be the limited partner.

Art. 2. The Company's name is "IRE UK III SCS".

Art. 3. The purpose of the Company is the direct or indirect holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourgish and foreign real estate companies and any other form of real estate investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer of securities of any kind (holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourgish and foreign real estate companies and any other form of real estate investment) by sale, exchange or otherwise and the administration, control and development of its real estate portfolio.

The purpose of the Company is also to invest in real estate property, either by means of purchase, exchange or such other manners as well as the disposal, the administration, the development and the management of real estate property throughout Europe and carry out any operation relating directly or indirectly thereto or which it may deem useful in the accomplishment and development of this purpose.

The Company may further guarantee, borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures by way of private placement or grant loans in any other form or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a limited member with limited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purpose or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the general partner.

Art. 5. The Company is established for an unlimited period.

Art. 6. The Company's capital is set at one thousand Pound Sterling (£ 1,000.-), represented by forty (40) partnership interests with a nominal value of twenty-five Pound Sterling (£ 25.-) each.

The general partner has made a cash contribution to the capital of twenty-five Pound Sterling (£ 25.-) and has been allotted one (1) unlimited partnership interest.

The limited partner has made a cash contribution to the capital of nine hundred and seventy-five Pound Sterling (£ 975) and has been allotted thirty-nine (39) limited partnership interests. There is no other commitment in respect of capital contributions from the limited partner.

The total cash contributions have been fully paid in.

The contribution of either partner and thus the capital of the Company may be increased or decreased in the manner required for the amendment of these Articles.

Art. 7. The general partner or the limited partners may only sell, assign, transfer or pledge all or any portion of such partner's interest in the Company, if such disposal is unanimously approved in writing by all partners. A transfer of partnership interests is only valid if the procedures required by Article 1690 of the Luxembourg Civil Code are complied with and after a corresponding amendment of these Articles.

In case of a pledge of a partnership interest, such pledge, if duly approved by all partners, shall be notified to the Company. Such approval of the pledge shall also constitute an approval of the pledgee as transferee of such partnership interests in the event of the enforcement of the pledge.

If the Company has only one general partner, in case of voluntary withdrawal, legal incapacity (incapacité légale), bankruptcy (faillite), insolvency (insolvabilité), court controlled administration (gestion contrôlée), suspension of payments (sursis de paiement), composition (concordat), voluntary liquidation (liquidation volontaire) or court controlled liquidation (liquidation judiciaire) of the general partner or, more generally, impossibility (empêchement) for the management body of the general partner to act, the limited partner(s) shall (i) promptly take such steps as shall be necessary in order to appoint a new general partner, (ii) cause the Company's capital to be increased for the purpose of creating new unlimited partnership interests and (iii) cause the unlimited partnership interest held by the general partner to be cancelled and the Company's capital to be reduced accordingly.

If the Company has only one limited partner, the provisions of the preceding paragraph shall apply accordingly.

Art. 8. The general partner is liable towards third parties for all indebtedness of the Company which cannot be paid out of the assets of the Company.

The general partner is not however bound to reimburse the limited partners the capital contributions paid in respect of their partnership interests.

The limited partners are only liable for payment of the capital contributions payable in connection with the issue of their partnership interest and have no liability other than for any amounts not paid up on their commitment to contribute to the Company.

Art. 9. Solely the general partner shall be responsible for managing the business of the Company.

The general partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on the Company's behalf and shall represent the Company in its dealings with third parties.

The Company will be bound by the signature of the general partner or by the single or joint signatures of any person or persons to whom special powers shall be expressly delegated by the general partner.

The existence of the Company shall not be affected by the voluntary withdrawal, legal incapacity (incapacité légale), bankruptcy (faillite), insolvency (insolvabilité), court controlled administration (gestion contrôlée), suspension of payments (sursis de paiement), composition (concordat), voluntary liquidation (liquidation volontaire) or court controlled liquidation (liquidation judiciaire) of the general partner or, more generally, impossibility (empêchement) for the management body of the general partner to act.

Art. 10. The limited partner shall take no part in the management of the Company, and shall have no right or authority to act for the Company or to take any part in, or to in anyway to interfere with, the management of the Company, including as a proxyholder for the general partner.

Art. 11. Collective decisions by the partners shall be required in relation with the approval of the annual accounts, the distribution of profits and the amendment of the Statutes including the case of dissolution.

The collective decisions are taken at the general meeting of partners held at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg the partners consent to at the request of the general partner or a majority of the limited partners with at least 8 (eight) days prior notice.

Any partner can take part in any general meeting by appointing in writing, by e-mail transmission, by telex or telefax another person as proxy.

Collective decisions can also be taken by resolutions in writing signed by all the partners.

Each of the partners shall have 1 (one) vote.

Art. 12. The Company's financial year begins on October 1st and closes on September 30th of each year.

Art. 13. Each year, as of September 30th, the general partner will draw up the balance sheet and the profit and loss account of the Company, all in accordance with the prescriptions of the laws in force.

Art. 14. Each partner may at the registered office inspect the inventory, the balance sheet and the profit and loss account of the Company and generally all the business records of the Company and of the general partner in relation to his activity on behalf of or in connection with the Company and may, at the cost of the Company, require the general partner to report on all aspects of the business with the Company and the entities it contracts or invests in.

Art. 15. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company. Out of such profit, the balance of the net profit can be distributed among the partners, carried forward or transferred to an extraordinary reserve as resolved by the partners at a majority vote, provided the general partner shall have consented thereto.

On the basis of an interim statement of accounts, a distribution may also be resolved any time during a financial year in addition to an annual distribution.

Art. 16. The Company may be dissolved with the consent of all the partners.

In the event of dissolution of the Company the liquidation will be carried out by the general partner. When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be distributed amongst the partners in proportion to their partnership interests.

Art. 17. An amendment of these Articles requires the consent of (i) a two third (2/3) majority of the limited partners and (ii) the general partner.

Art. 18. For all matters not provided for in these Articles, the partners refer to applicable Luxembourg laws and regulations.

Subscription

Invesco Real Estate – UK III Fund FCP-SIF acting through its management company, Invesco Real Estate Management S.à r.l., above mentioned sub 1) has been allocated thirty-nine (39) limited partnership interests with a nominal value of twenty-five Pound Sterling (£ 25.-) each.

IRE UK III, above mentioned sub 2), has been allocated one (1) unlimited partnership interest with a nominal value of twenty-five Pound Sterling (£ 25.-).

134108

Paiement

The total cash contributions have been fully paid in by the abovementioned parties, so that the amount of one thousand pound Sterling (£ 1,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

Cost to be borne by the Company for its constitution amount to approximately 1,200.-.

Collective decisions of the partners

The general partner and the limited partner have forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg;
2. The first financial year will start on the date hereof and will close on 30 September 2011;
3. KPMG AUDIT, a limited liability company under the laws of Luxembourg with its registered office at 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under N°B 103590 is appointed as independent authorized auditor of the Company, for a period starting on the date hereof and ending on the date of the meeting of the partners of the Company resolving upon the approval of the accounts of the first financial year.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes.

Im Jahr zweitausendundzehn, am zwölften Tag des Monats November.

Vor Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg),

erschieden folgende Parteien:

- 1) Invesco Real Estate – UK III Fund FCP-SIF , handelnd durch seine Verwaltungsgesellschaft, Invesco Real Estate Management S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburger Rechts, mit Sitz in 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, eingetragen im Handels-und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 133753, vertreten durch Kathrin Krämer, maître en droit, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 10. November 2010; und
- 2) IRE UK III, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburger Rechts, mit Sitz in 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, noch nicht eingetragen im Handels-und Gesellschaftsregister Luxemburg, vertreten durch Kathrin Krämer, maître en droit, mit Geschäftsadresse in Luxemburg,, gemäß einer Vollmacht vom 10. November 2010.

Die oben erwähnten, von der erschienenen Person und dem unterzeichnenden Notar paraphierten Vollmachten bilden einen Anhang zu diesem Dokument, und werden mit diesem bei der für die Registrierung zuständigen Behörde hinterlegt.

Die erschienene Person hat den Notar, stellvertretend für die von ihr vertretenen Parteien, gebeten, zu beurkunden, dass sie sich zu einer Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) verbinden und sich zu diesem Zweck folgende Satzung (die "Satzung") geben:

Satzung

Art. 1. Die Gesellschafter gründen eine Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) (die "Gesellschaft"), welche dem Luxemburger Recht, insbesondere den Artikeln 16 bis 22 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung, unterliegt.

Persönlich haftender Gesellschafter ("Komplementär") ist IRE UK III; und beschränkt haftender Gesellschafter ("Kommanditist") ist Invesco Real Estate – UK III Fund FCP-SIF, handelnd durch seine Verwaltungsgesellschaft Invesco Real Estate Management S.à r.l.

Art. 2. Der Name der Gesellschaft ist "IRE UK III SCS".

Art. 3. Gegenstand der Gesellschaft ist das direkte oder indirekte Halten von Anteilen jeglicher Form in luxemburgischen und ausländischen Immobiliengesellschaften sowie jede andere Art von Immobilieninvestments, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder in jeder anderer Form sowie die Übertragung jeglicher Anteile an luxemburgischen und ausländischen Immobiliengesellschaften oder Immobilieninvestments durch Verkauf oder Tausch oder auf andere Weise und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihres Immobilienportfolios.

Zweck der Gesellschaft ist des Weiteren, durch Kauf, Umtausch oder auf andere Weise in Immobilien zu investieren sowie die Veräußerung, die Verwaltung, der Aufbau und die Betreuung von Immobilien in ganz Europa und die Durch-

führung jeder Tätigkeit, die mittelbar oder unmittelbar damit im Zusammenhang steht oder für die Verwirklichung und Abwicklung des Gesellschaftszwecks dienlich erscheint.

Des Weiteren kann die Gesellschaft Bürgschaft stellen, Kredite aller Art aufnehmen sowie Schuldverschreibungen (bonds and debentures) zur Privatplatzierung herausgeben oder Darlehen aller Art vergeben oder Gesellschaften, an welchen sie mittelbar oder unmittelbar beteiligt ist oder welche demselben Unternehmensverbund wie die Gesellschaft angehören, unterstützen.

Des Weiteren kann die Gesellschaft Gesellschafter mit beschränkter Haftung hinsichtlich aller Verbindlichkeiten und Verpflichtungen einer Handelsgesellschaft oder ähnlichen Unternehmensstruktur sein.

Die Gesellschaft kann, auf eigene oder fremde Rechnung, jede Tätigkeit wahrnehmen, die für die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks dienlich oder geboten erscheint oder die mittelbar oder unmittelbar mit dem Gesellschaftszweck in Zusammenhang steht.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz kann durch Beschluss des Komplementärs an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Art. 5. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt eintausend Pfund Sterling (£1.000), entsprechend vierzig (40) Gesellschaftsanteilen mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Pfund Sterling (£25).

Der Komplementär erbringt eine Kapitaleinlage von fünfundzwanzig Pfund Sterling (£25) und übernimmt einen (1) Komplementäranteil.

Der Kommanditist erbringt eine Kapitaleinlage von neunhundert fünfundsiebzig Pfund Sterling (£975) und übernimmt neununddreißig (39) Kommanditistenanteile. Der Kommanditist ist nicht verpflichtet weitere Kapitaleinlagen zu erbringen.

Die Kapitaleinlagen wurden voll in bar eingezahlt.

Die Kapitaleinlage jedes Gesellschafters und somit das Gesellschaftskapital können gemäß den für eine Änderung dieser Satzung vorgesehenen Regelungen erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 7. Der Komplementär oder die Kommanditisten können ihre Gesellschaftsanteile, ganz oder teilweise, nur mit schriftlicher Genehmigung aller Gesellschafter veräußern, übertragen oder verpfänden. Eine Übertragung von Gesellschaftsanteilen kann nur gemäß den in Artikel 1690 des luxemburgischen Code Civil vorgesehenen Regelungen erfolgen. Diese Satzung ist dementsprechend zu ändern.

Im Falle der Verpfändung eines Gesellschaftsanteils muss diese Verpfändung, wenn alle Gesellschafter ihr ordnungsgemäß zugestimmt haben, der Gesellschaft mitgeteilt werden. Diese Zustimmung zur Verpfändung beinhaltet für den Fall der Vollstreckung des Pfandrechts, auch eine Zustimmung zu dem Erwerb dieses Gesellschaftsanteils durch den Pfandgläubiger.

Hat die Gesellschaft nur einen Komplementär, wird im Falle eines freiwilligen Austritts, von Geschäftsunfähigkeit (incapacité légale), Konkurs (faillite), Insolvenz (insolvabilité), Gläubigerschutz (gestion contrôlée), Zahlungsaufschub (sursis de paiement), eines Vergleichs (concordat), einer freiwilligen Liquidation (liquidation volontaire) oder gerichtlich angeordneten Liquidation (liquidation judiciaire) des Komplementärs oder, allgemeiner, für den Fall der Verhinderung (empêchement) der Geschäftsführungsorgane des Komplementärs der (die) Kommanditist(en) (i) sofort die notwendigen Schritte unternehmen, um einen neuen Komplementär zu bestimmen, (ii) eine Erhöhung des Gesellschaftskapitals zwecks Ausgabe von neuen Komplementäranteilen sowie (iii) die Einziehung der Gesellschaftsanteile des Komplementärs und eine entsprechende Herabsetzung des Gesellschaftskapitals veranlassen.

Hat die Gesellschaft nur einen Kommanditisten, sind die Regelungen des vorhergehenden Absatzes entsprechend anzuwenden.

Art. 8. Der Komplementär ist Dritten gegenüber für sämtliche Schulden der Gesellschaft haftbar, die nicht aus dem Gesellschaftsvermögen beglichen werden können.

Der Komplementär ist jedoch nicht verpflichtet, den Kommanditisten die Kapitaleinlagen zurückzuzahlen, die sie für ihre Gesellschaftsanteile erbracht haben.

Die Kommanditisten haften nur für die Einzahlung der Kapitaleinlagen im Zusammenhang mit der Ausgabe ihrer Gesellschaftsanteile und ihre Haftung beschränkt sich auf noch ausstehende Kapitaleinlagen. Die Kommanditisten haften nur bis zur Höhe ihrer Kapitaleinlage.

Art. 9. Der Komplementär ist für die Führung der Geschäfte der Gesellschaft allein verantwortlich.

Der Komplementär hat die weitestgehenden Befugnisse, um alle Verwaltungshandlungen und Verfügungsgeschäfte für Rechnung der Gesellschaft vorzunehmen und vertritt die Gesellschaft Dritten gegenüber.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des Komplementärs oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Person(en), der (denen) solche Zeichnungsbefugnisse vom Komplementär ausdrücklich übertragen werden, verpflichtet.

Das Bestehen der Gesellschaft wird durch ein(en) freiwilligen Austritt, Geschäftsunfähigkeit (incapacité légale), Konkurs (faillite), Insolvenz (insolvabilité), Gläubigerschutz (gestion contrôlée), Zahlungsaufschub (sursis de paiement), Vergleich

(concordat), freiwillige Liquidation (liquidation volontaire) oder gerichtlich angeordnete Liquidation (liquidation judiciaire) des Komplementärs oder, allgemeiner, die Verhinderung (empêchement) der Geschäftsführungsorgane des Komplementärs nicht beeinträchtigt.

Art. 10. Die Kommanditisten sind von der Führung der Geschäfte der Gesellschaft ausgeschlossen. Sie haben weder das Recht noch die Befugnis, die Gesellschaft zu vertreten oder bei der Führung der Geschäfte der Gesellschaft mitzuwirken oder sich wie auch immer in diese einzumischen. Ferner haben sie nicht das Recht, als Vertreter des Komplementärs aufzutreten.

Art. 11. Gemeinsame Beschlüsse der Gesellschafter sind erforderlich in Bezug auf die Verabschiedung des Jahresabschlusses, die Gewinnverteilung und die Änderung der Satzung sowie im Falle der Auflösung der Gesellschaft.

Die Gesellschafter fassen gemeinsame Beschlüsse auf Gesellschafterversammlungen, die am Sitz der Gesellschaft oder, auf Antrag des Komplementärs oder einer Mehrheit der Kommanditisten, an jedem anderen Ort in Luxemburg mit dem die Gesellschafter einverstanden sind, abgehalten werden. Jede Gesellschafterversammlung ist mindestens 8 (acht) Tage im Voraus anzukündigen.

Jeder Gesellschafter kann an einer Gesellschafterversammlung teilnehmen, indem er eine andere Person schriftlich, durch Email, Telex oder Telekopie zu seinem Vertreter bestellt.

Gemeinsame Beschlüsse können auch durch einstimmigen schriftlichen Beschluss gefasst werden.

Jeder Gesellschafter hat 1 (eine) Wahlstimme.

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Oktober eines jeden Jahres und endet am 30. September des Folgejahres.

Art. 13. Der Komplementär wird jedes Jahr zum 30. September die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften aufstellen.

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann am Sitz der Gesellschaft Einsicht in das Inventar, die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung und generell alle Geschäftsunterlagen der Gesellschaft und des Komplementärs in Bezug auf dessen Tätigkeit für Rechnung oder in Verbindung mit der Gesellschaft nehmen und kann, auf Kosten der Gesellschaft, verlangen, dass der Komplementär umfassend über die Geschäfte der Gesellschaft und die Vertragspartner oder Investitionsobjekte der Gesellschaft berichtet.

Art. 15. Der Überschuss der Gewinn- und Verlustrechnung, abzüglich sämtlicher Ausgaben, Kosten, Abschreibungen, Gebühren und Rückstellungen, stellt den Bilanzgewinn der Gesellschaft dar. Der Überschuss dieses Bilanzgewinns kann, vorausgesetzt der Komplementär hat zugestimmt, durch Beschluss der Mehrheit der Gesellschafter an die Gesellschafter ausgeschüttet, auf das nächste Jahr übertragen oder in eine außerordentliche Rücklage eingestellt werden.

Zusätzlich zur jährlich vorzunehmenden Ausschüttung können, auf Basis eines Zwischenabschlusses, jederzeit während des Geschäftsjahres weitere Ausschüttungen beschlossen werden.

Art. 16. Zur Auflösung der Gesellschaft ist die Zustimmung sämtlicher Gesellschafter erforderlich.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch den Komplementär. Nach Abschluss der Liquidation der Gesellschaft wird das Gesellschaftsvermögen unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu deren Gesellschaftsanteilen verteilt.

Art. 17. Zur Änderung dieser Satzung der Gesellschaft ist die Zustimmung (i) einer Mehrheit von zwei Dritteln der Kommanditisten und (ii) des Komplementärs erforderlich.

Art. 18. Für sämtliche Sachverhalte, die nicht durch diese Satzung geregelt sind, gelten die Regelungen der anwendbaren Luxemburger Gesetze und Verordnungen.

Zeichnung

Invesco Real Estate – UK III Fund FCP-SIF, handelnd durch seine Verwaltungsgesellschaft Invesco Real Estate Management S.à r.l., oben erwähnt unter 1), übernimmt neununddreißig (39) Kommanditistenanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Pfund Sterling (£25).

IRE UK III, oben erwähnt unter 2), übernimmt einen (1) Komplementäranteil mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Pfund Sterling (£25).

Zahlung

Die Kapitaleinlagen wurden von den oben erwähnten Parteien voll in bar eingezahlt, so dass der Gesellschaft ein Betrag eintausend Pfund Sterling (£1,000) zur Verfügung steht. Der Nachweis der Einzahlung wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht, welcher dies ausdrücklich bestätigt.

Kosten

Die Kosten welche von der Gesellschaft im Rahmen ihrer Gründung zu tragen sind, belaufen sich auf circa EUR 1.200,-.

Gemeinsame Beschlüsse der Gesellschafter

Der Komplementär und der Kommanditist haben unverzüglich folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.
2. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Datum der Gesellschaftsgründung und endet am 30. September 2011.
3. KPMG AUDIT, mit Sitz in 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter N°B 103590, wird als Abschlussprüfer der Gesellschaft ernannt. Das Mandat endet am Datum der Gesellschafterversammlung, die über die Verabschiedung des ersten Jahresabschlusses entscheidet.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am eingangs erwähnten Tag.

Diese Urkunde wurde nach Verlesung von den erschienenen Personen, die dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannt sind, nebst dem Notar, der der englischen Sprache kundig ist, unterschrieben.

Der vorliegenden in Englisch abgefassten notariellen Urkunde folgte eine deutsche Übersetzung. Im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, gebührt der englischen Fassung der Vorrang.

Gezeichnet: K. KRÄMER – H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 novembre 2010. Relation: LAC/2010/50058. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,00.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zum Zwecke der Hinterlegung erteilt.

Luxemburg, den siebzehnten November zweitausendzehn.

Référence de publication: 2010152576/310.

(100175292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Jubilaem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 71.890.

Les comptes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JUBILAEUM S.A.

Jacopo ROSSI / Alexis DE BERNARDI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010153019/12.

(100175541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Kim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8398 Roodt (Septfontaines), 18, Lotissement des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 108.026.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

Signature

Référence de publication: 2010153020/11.

(100175616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Bureau Comptable Luxembourgeois S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 49.830.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25/06/2010

Il ressort de l'assemblée générale du 25/06/2010 que:

- Les mandats des administrateurs, à savoir Isabelle LOUIS, Françoise JACQUET et Michèle GRISARD sont reconduits pour une nouvelle durée de 6 ans soit jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2016.
- Le mandat d'administrateur-délégué de Françoise JACQUET est reconduit pour une nouvelle durée de 6 ans soit jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2016.

- Le mandat de commissaire aux comptes de Claudine WATTIER n'est pas renouvelé.
 - Philippe Docquier, expert-comptable, né à Vielsalm le 28/01/1968 et demeurant à B-6720 HACHY, 8 rue des Aubépines est désigné au poste de commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2016.
 Fait à Windhof, le 19/11/2010. GRISARD M..
 Référence de publication: 2010153156/17.
 (100176609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Komas Investment Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.
 R.C.S. Luxembourg B 31.033.

—

Les Comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
 Strassen, le 17/11/2010.
 Pour KOMAS INVESTMENT HOLDING S.A.
 J. REUTER
 Référence de publication: 2010153021/12.
 (100175474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Costasol Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
 R.C.S. Luxembourg B 53.864.

—
 EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 1^{er} février 2010 que:

- Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs:
 - * M. Makonnen ASMARON
 - * M. Victor SALWANIS
 - * M. Asefaw ASMEROM
- A été réélue au poste de commissaire aux comptes:
 - * Montbrun Révision Sàrl, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 67.501, et ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, «Le Dôme» Espace Pétrusse – 2, Avenue Charles de Gaulle
- Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale de 2016

Luxembourg.
 Pour extrait sincère et conforme
 Référence de publication: 2010153190/19.
 (100176233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Dorset Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
 R.C.S. Luxembourg B 135.687.

—

Patrice YANDE,
 Demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, né le 30 juin 1969 à Saint-Mard, Belgique,
 démissionne, par la présente, du mandat d'Administrateur de la société anonyme DORSET INVESTMENTS S.A.
 ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,
 enregistrée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 135.687
 Date effective: 17 novembre 2010
 Luxembourg, le 17 novembre 2010. Patrice YANDE.
 Référence de publication: 2010152981/15.
 (100175314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2010.
